

[Traduction]

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas très bien de quel terrain le député veut parler. Il a été question de plusieurs terrains avec diverses autorités de Hull en des occasions différentes.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre! Cette question est d'ailleurs du genre de celles qui devraient être inscrites au *Feuilleton*. Il me semble qu'elle se rapporte à certains détails que l'honorable député pourrait obtenir beaucoup plus facilement en présentant sa question par écrit.

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA RÉVÉLATION DES MOTIFS DES COMMUTATIONS DE PEINE CAPITALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Comme le public, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, s'inquiète et se préoccupe de la hausse récente des meurtres multiples de citoyens ordinaires et de policiers, le gouvernement ne tiendra-t-il pas compte de l'appel qu'a lancé hier au cabinet l'Association canadienne des chefs de police pour qu'il rende publiques les raisons qui l'inspirent chaque fois qu'il commue ou non une sentence de mort?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, le député d'York-Humber a inscrit au *Feuilleton* des questions connexes. En l'occurrence, je pourrais peut-être tenir la question du représentant pour un préavis afin de pouvoir disposer de toutes ces questions en même temps.

L'EXAMEN DES DOCUMENTS SAISIS AUX BUREAUX DU SIGM

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, à la demande de certains bons syndicalistes canadiens, j'aimerais poser une question au solliciteur général. A-t-il d'autres renseignements à nous communiquer au sujet de l'examen des lettres, documents et autres textes saisis par la GRC dans diverses succursales du Syndicat international des gens de mer?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, la GRC a terminé son enquête et fait parvenir son rapport au mi-

[M. Caouette.]

nistère de la Justice. Sauf erreur, le ministre de la Justice et ses fonctionnaires ont communiqué avec les autorités provinciales et le rapport est à l'étude.

LE RAPPORT SPENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, puis-je demander au premier ministre suppléant si le Bureau du Conseil privé a reçu le rapport Spence, et si l'on a expédié un exemplaire de ce rapport au premier ministre en Angleterre, par avion?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne sais si un membre du gouvernement a reçu le rapport en question, ni si le Bureau du Conseil privé l'a reçu, mais je vais me renseigner sur-le-champ.

Une voix: On ne vous dit donc jamais rien?

QUESTIONS OUVRIÈRES

ST. CATHARINES—RUMEURS DE CONGÉDIEMENTS À L'USINE DE MCKINNON INDUSTRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. A-t-il, ainsi que d'autres membres du gouvernement, reçu des instances au sujet des nombreux congédiements effectués à la McKinnon Industries, de St. Catharines, et de l'applicabilité des prestations d'aide de transition que le précédent ministre du Travail avait annoncées, l'an dernier?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, à la fin d'août des employés de la McKinnon Industries, à St. Catharines, ainsi que de la General Motors et d'autres sociétés affiliées, se sont réunis à Ottawa avec le ministre de l'Industrie, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et moi-même. Nos entretiens ont été très utiles. Des instances semblables à celles que mentionne le député ont été faites.

Après la réunion, mes collègues et moi avons discuté la question. Les instances—certaines, du moins—m'avaient impressionné. Elles étaient plutôt persuasives. J'aime croire qu'elles ont eu le même effet sur mes collègues.

Nous avons demandé une étude spéciale ainsi qu'un rapport qui, sauf erreur, sera présenté au cabinet dans une semaine, environ.